

gemeinsame Grenze mit einem traditionellen Alliierten, nämlich der Schweiz, brachte. Außerdem konnte er sich jetzt endlich um das berühmte *pré carré* kümmern: Vauban hatte es in Angriff genommen, rund ums Königreich Festungen zu bauen oder wiederaufzubauen. Genf hatte in diesem Sinne auch Festungscharakter und bot Schutz, wo es sonst keinen Schutz gab. Eine kleine, unabhängige und souveräne Macht, die Frankreich nie geschadet hatte und dazu aus eigener Kraft auch nie fähig gewesen wäre. Ludwig XIV., meint Vial-Bergon, hatte vermutlich keine Ambitionen, Genf mit kriegerischen Mitteln in seine Gewalt zu bringen, abgesehen davon, daß er sich dadurch den Zorn der Schweizer zugezogen hätte. Er hätte auch keine juristischen Argumente gehabt, die ihm erlaubt hätten, es sich im Zuge seiner Reunionspolitik unter den Nagel zu reißen. »Ne serait-il donc pas possible«, fragt die Autorin rhetorisch, »d'émettre l'hypothèse que le roi de France, désireux de se protéger sur ce côté-là, ait trouvé à la fois pratique et économique d'y envoyer un représentant qui, sous prétexte de faire honneur à la Seigneurie, y aurait installé subtilement et profondément l'influence de la France et y aurait assuré en même temps une surveillance discrète.«

Den französischen Einfluß in Genf ausbauen: Wie sollte das konkret aussehen? Zwei Aktionsfelder hatte d'Iberville hauptsächlich: offizielle Verhandlungen führen einerseits, aber: »Il ne se passait pas grand-chose entre Genève et Versailles, diplomatiquement parlant« (S. CV). Quasi geheimdienstliche Tätigkeiten, die in den Bereich Information/Spionage/Manipulation fielen, andererseits. So eruierte er die Namen der Chefs der Waldenser, die Zahl ihrer Männer, ihre Wege, ihre Waffen, ihre Verbindungsleute – teils durch eigene Recherchen, teils indem er Informanten anheuerte. Außerdem mußte d'Iberville selbst Informationen weiterleiten und französische Propagandaschriften in der Schweiz verbreiten lassen. Sein Ziel war es, so Vial-Bergon, einen »parti français« zu erschaffen, der die Vertretung französischer Interessen in Genf und in der ganzen Schweiz gewährleisten konnte. Dazu versuchte er, frankreichfreundliche Genfer um sich zu scharen und sie von den friedlichen Absichten des Königs zu überzeugen: »Tout tournait en fait autour de l'idée que le roi n'avait aucune vue sur Genève et que la situation actuelle, contrairement à ce que pouvaient penser les Genevois et leurs alliés suisses à la suite d'une mauvaise analyse politique de la question, n'entraînerait aucune représaille de la part du roi« (S. CXV).

Europa während des Pfälzischen Erbfolgekrieges: Die europäischen Mächte ringen hartnäckig um die Gunst der Republik Genf. Und die steht zwischen allen Fronten: Sie ist politisch, aber nicht wirtschaftlich unabhängig. Sie ist profranzösisch und gleichzeitig calvinistisch – und somit auch der Schweiz und Wilhelm III. verbunden. Vial-Bergon liefert eine präzise Aufnahme dieses spannungsreichen Moments internationaler Rivalitäten in Europa und reichhaltiges Material für weitere Forschungen.

Anna BERNARD, Berlin

Claudia OPITZ, Aufklärung der Geschlechter, Revolution der Geschlechterordnung. Studien zur Politik- und Kulturgeschichte des 18. Jahrhunderts, Münster (Waxmann) 2002, 216 p.

Cet ouvrage est un recueil de onze articles, dont deux sont originaux, les autres, publiés entre 1989 et 2000, étant l'aboutissement de dix années d'enseignement. Spécialiste de l'histoire du genre (*gender studies*), l'auteur entend montrer dans ces différentes contributions que la Révolution est un »processus de différenciations et de positionnements multiples des hommes et des femmes issus de différentes couches et provenances, ceci en un temps limité« (p. 14). Elle inscrit cette approche dans la nouvelle histoire culturelle définie par Robert Darnton et Roger Chartier, dont elle souligne la dimension politique. Elle affirme aussi une continuité entre la période de l'*Aufklärung* et celle de la Révolution fran-

çaise, l'idée d'une rupture totale étant une »invention« de la Révolution. Si, en effet, la Révolution est le théâtre d'une prise de parole féminine, elle voit aussi l'exécution de Marie-Antoinette, d'Olympe de Gouges (la rédactrice de la »Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne« en 1791) et de Manon Roland en 1793. La militarisation de la société conduit, quant à elle, à la formation d'images dichotomiques de l'homme et de la femme, la femme se voyant progressivement reléguée dans la sphère familiale étroite et privée – une évolution qui trouve son point d'aboutissement dans le Code Civil de 1804, défini d'emblée par Claudia Opitz comme »misogyne« (p. 14, 16).

Le premier article (*Wandel der Vaterrolle in der Aufklärung?*, p. 21–38) est assurément le moins percutant. Pour suggérer l'évolution du rôle du père durant l'*Aufklärung*, Claudia Opitz énumère diverses considérations sur le pouvoir paternel à l'époque moderne, qui à ses yeux ne cesse de s'accroître tandis qu'en France l'État moderne et absolutiste s'affirme et en Allemagne la religion luthérienne encadre la femme. S'appuyant sur le livre à grand succès – reçu de façon passablement mitigée par les historiens – d'Élisabeth Badinter, »L'Amour en plus: histoire de l'amour maternel, XVII<sup>e</sup>–XX<sup>e</sup> siècle« (Paris 1981), elle souligne l'importance nouvelle de l'amour dans les relations entre parents et enfants entre 1750 et 1830. La deuxième contribution parcourt l'historiographie sur la maternité durant l'*Aufklärung*. Prenant ici le contre-pied d'Élisabeth Badinter, elle relève l'ambivalence du discours, l'idéalisation de la maternité et de l'éducation des enfants allant de pair avec une polémique contre les »mauvaises mères« (celles qui envoient leurs enfants en nourrice) et participe d'un discours politique sur l'amélioration de la société. Claudia Opitz mentionne de nouveaux thèmes de recherche possibles, tels l'adoption et l'adaptation de ce discours par les femmes, sa mise en perspective historique, et le rôle des pères dans sa formulation. Dans le troisième article (*Politik und Geselligkeit der Geschlechter in Montesquieus »Vom Geist der Gesetze«* (1748), p. 60–73), elle évoque Montesquieu, premier auteur à exposer le rôle des femmes dans la société et la politique, une influence qui, à ses yeux, est toujours »pernicieuse«. Dans l'exposé suivant (*Der aufgeklärte Harem. Kulturvergleich und Geschlechterbeziehungen in Montesquieus »Perserbriefen«*, p. 74–91), elle souligne les contradictions internes des »Lettres persanes« et leur discours »misogyne« (p. 90). Claudia Opitz montre ensuite que la vision globalement positive des Turques dans les »Lettres d'Orient« de Lady Wortley Montagu, est due au fait que cet ouvrage a été rédigé au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, dans le contexte d'une société d'états et non pas encore dans une société fondée sur le principe de la »nature« (*Kulturvergleich und Geschlechterbeziehungen in der Aufklärung: Lady Wortley Montagus »Briefe aus dem Orient«*, p. 92–107). La contribution suivante (*»Grenzen der Freiheit. Zur Entstehungs- und Wirkungsgeschichte von Rousseaus Ideen zur Geschlechterordnung«*, p. 108–129) s'attache à l'œuvre de Rousseau et à ses lectures éclectiques par les femmes du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'article d'après (*Von der »querelle des femmes« in den Salons zur Frauen-Volksbewegung. Überlegungen zur Politisierung von Frauen während der Französischen Revolution*, p. 133–146) souligne la diversité des intérêts des femmes au XVIII<sup>e</sup> siècle, et la possibilité, pour les Parisiennes nobles et bourgeoises, de mettre en question l'»ordre des sexes« dans l'espace semi-public des salons; leurs discussions s'avèrent plus fécondes que l'action des républicaines révolutionnaires (législation sur le divorce, égalité de droits entre fils et filles, amélioration de l'éducation des filles, etc.). Claudia Opitz étudie ensuite la première Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, bouclée en six jours en août 1789 (*Die erste Menschen- und Bürgerrechtserklärung von 1789 oder: Die Konstituierung der Bürgerrechte als Männerrechte*, S. 147–157), et qui, à ses yeux, a contribué à faire de la femme engagée dans la politique un repoussoir. L'article suivant analyse le discours sur la femme dans »Les Révolutions de Paris«, une revue hebdomadaire particulièrement lue, qui a paru de juillet 1789 au début 1794 en 250 numéros (*Frauen und Revolutionärinnen in der radikalen Presse: Die »Révolutions de Paris«*, p. 158–172). Prudhomme s'appuie sur »La Nouvelle Héloïse« pour énoncer une »nature« pacifique,

dépendante et dévouée de la femme, propre à l'écartier de la vie politique (renforcement du droit salique en août 1789, exclusion du droit de vote dans les constitutions de 1791 et 1793, interdiction de tous les clubs féminins en octobre 1793, etc.). Claudia Opitz montre ensuite (*Der Bürger wird Soldat – und die Bürgerin? Die Revolution, der Krieg und die Stellung der Frauen nach 1789*, p. 173–191) que la militarisation de la société a pour corollaire la formation d'images dichotomiques des sexes, les femmes étant reléguées dans la sphère du »privé«. Enfin, elle expose comment Michelet a écrit ses »Femmes de la Révolution« (1854) pour réconcilier la population féminine avec le passé en lui proposant des modèles d'identification.

Ces articles présentent un aspect intéressant de la Révolution française, encore peu exploré en France. Le lecteur pourra toutefois regretter l'absence de conclusion et d'index, et le fait que parfois (surtout dans la première contribution), le cadre n'est pas vraiment posé: s'agit-il de la France, ou de la France et de l'Allemagne, et, en ce cas, quel statut a la comparaison? Il regrettera aussi l'usage de termes polémiques. Claudia Opitz emploie par exemple le mot »misogyne« sans le définir et encore moins l'historiciser. Souvent, elle procède aussi par affirmation plus que par démonstration. Enfin, cet ouvrage porte sur le discours sur la femme à Paris. On attend avec impatience une étude sur les pratiques, à Paris et ailleurs.

Claire GANTET, Berlin

Renate ZEDINGER, *Migration und Karriere. Habsburgische Beamte in Brüssel und Wien im 18. Jahrhundert*, Vienne, Cologne, Weimar (Böhlau) 2004, 160 p. (Schriftenreihe der österreichischen Gesellschaft zur Erforschung des 18. Jahrhunderts, 9).

Ainsi que le déclare, dans sa préface, Wolfgang Schmale: »Niemand in der Österreichischen Geschichtsforschung kennt die Geschichte der ›Österreichischen Niederlande‹ besser als Renate Zedinger«. Et la lecture de cet ouvrage, utile et intéressant, ne pourra qu'en convaincre un peu plus le lecteur. Grâce soient donc rendues à l'Österreichischen Fonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung qui a permis la réalisation de cet opus, lequel a nécessité la fréquentation d'une vingtaine de dépôts d'archives!

Après avoir déjà gâté les chercheurs s'intéressant aux hauts fonctionnaires des Pays-Bas autrichiens en poste à Vienne, avec un premier ouvrage devenu véritablement »de référence« (*Die Verwaltung der Österreichischen Niederlande in Wien 1714–1795*, paru en 2000, également chez Böhlau Verlag), Renate Zedinger en offre maintenant ce qu'on pourrait appeler »le complément indispensable«.

En effet, alors que l'ouvrage précédent s'attachait essentiellement à décrire les administrations viennoises en charge des affaires des Pays-Bas, ainsi que les destinées individuelles des hauts fonctionnaires affectés à ces administrations, c'est cette fois à une réflexion plus large que nous convie l'auteur.

Globalement, deux grands thèmes se partagent l'ouvrage: d'abord, la place des Pays-Bas dans les stratégies politiques viennoises; ensuite, les courants migratoires et les échanges, notamment économiques et culturels, que ceux-ci entraînent entre les deux capitales. Ainsi que l'on pouvait légitimement s'y attendre, la période des guerres de la Révolution et de l'Empire, ainsi que l'émigration massive des hauts fonctionnaires belges vers les terres du Saint-Empire qui en fut la conséquence, sont particulièrement présentes au sein de cette seconde problématique.

Un intéressant exposé chronologique sur l'évolution de la vision viennoise des Pays-Bas ouvre l'ouvrage (p. 13–48). Deux grands traits caractérisent principalement, aux yeux des responsables autrichiens, ces provinces occidentales de la Monarchie. D'une part, leur attachement à des privilèges dont le futur chancelier Kaunitz avait bien senti, lors de ses séjours